

# Objectif Oman

Juin 2018



## Faits saillants

- Relèvement à 950 OMR du plafond salarial mensuel ouvrant droit à la carte de subvention à l'essence
- Progression des flux d'IDE entrants en Oman de +11 % en 2017 (Cnuced)
- Fitch maintient la note souveraine du Sultanat à BBB- assortie d'une perspective négative
- Aérien : publication du rapport annuel 2017 d'Oman Air ; l'objectif de rentabilité repoussé à 2024
- Hydrocarbures : vers une cession de 10 % des parts détenues par Oman Oil dans le champ de Khazzan

## CLIMAT DES AFFAIRES

### *Relèvement à 950 OMR du plafond salarial mensuel ouvrant droit à la carte de subvention à l'essence*

Les autorités ont décidé de relever -à compter du 1<sup>er</sup> août- le seuil du salaire mensuel maximum ouvrant droit à la « carte de subvention » sur l'essence de 600 OMR à 950 OMR. Potentiellement, la carte de subvention à l'essence pourrait ainsi concerner près de 240 000 travailleurs omanais, soit 53,7 % de la population active omanaise. Introduite en janvier 2018, cette carte garantit chaque mois l'obtention d'un maximum de 200 litres d'essence M91, le carburant le plus couramment utilisé, au prix -subventionné- de 0,180 OMR/litre contre 0,214 OMR/litre actuellement. Le retrait progressif des subventions à l'essence initié depuis plus de deux ans s'est soldé par une hausse des prix de +78,3 % entre janvier 2016 et juillet 2018. La « carte de subvention » a été créée suite aux tensions sociales apparues fin 2017 pour tenir compte des difficultés croissantes des ménages les plus démunis. Pour autant, la décision de rehausser le seuil donnant droit à cette subvention va peser sur les comptes publics au risque d'annuler une part significative des efforts de consolidation budgétaire entrepris ces deux dernières années. Pour rappel, avant même la prise en compte de cette mesure, la part des subventions dans le Budget 2018 était passée de 395 M OMR à 725 M OMR, soit une hausse de +84 % en un an, les subventions captant 5,8 % du Budget total. La mesure devrait concerner 80 % des employés du secteur privé contre 50 % des employés du secteur public, rappelant par-là, également, le poids des inégalités salariales entre le secteur privé et le secteur public, les agents publics étant en moyenne rémunérés plus de deux fois plus que les salariés du privé.

### *Bilan d'un an de crise diplomatique du Golfe : l'effet d'aubaine pour Oman semble s'être dissipé*

Un an après le blocus du Quartet (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Egypte) à l'encontre du Qatar, l'effet d'aubaine observé à l'époque sur le trafic portuaire et aéroportuaire d'Oman n'aurait finalement pas eu l'impact macroéconomique escompté, le PIB omanais s'étant contracté de -0,3 % selon le FMI. Si les exportations vers le Qatar ont doublé entre 2016 et 2017, elles n'en restent pas moins assez faibles au regard du commerce extérieur du Sultanat (2,4 % des ventes totales). Hormis l'entrée de *Qatar Petroleum* sur le bloc pétrolier 52 en exploration-production (30 % des parts), aucun nouvel autre projet structurant entre le Qatar et le Sultanat n'a été enregistré, et ce, malgré les signatures d'accords d'entente ou les nombreuses visites croisées de délégations d'hommes d'affaires des deux pays. Les investissements qatariens en Oman ont modérément progressé, représentant 6,6 % du stock total d'IDE entrants contre 5,5 % en 2015. L'entrée en production du champ de *Khazzan* a même renforcé l'indépendance en gaz du Sultanat à l'égard du Qatar, seule réelle source d'inquiétude initiale de la part d'Oman suite au blocus du

Quartet. A titre préventif, les autorités semblent désormais vouloir tirer les leçons de cette crise en veillant à réduire progressivement leur dépendance à l'égard des Emirats arabes unis, qui restent de loin, avec 35 % des biens importés, leur principal fournisseur.

***Hausse de +11 % des flux d'investissements directs étrangers entrants en Oman en 2017 (CNUCED)***

Selon le rapport annuel sur l'investissement direct étranger dans le monde publié en début de mois par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), les flux d'investissements directs (IDE) entrants en Oman se sont élevés à 1,9 Md USD en 2017 contre 1,7 Md USD en 2016, soit une hausse de +11,1 %. Cette augmentation, largement due à la reprise à la hausse du prix du baril de pétrole, fait suite à une forte contraction des flux d'IDE entrants en 2015 (-2,2 Mds USD), résultat de la vente d'actifs par les fonds et groupes locaux liée à la faiblesse des cours à compter de mi-2014. La progression des flux entrants l'an passé s'explique notamment par le regain d'intérêt de plusieurs groupes internationaux pour la partie exploration-production d'hydrocarbures (entrée sur le marché d'*ENI* et de *Qatar Petroleum*). A noter que les flux d'IDE entrants ont été supérieurs l'an passé aux flux d'IDE entrants en Arabie Saoudite (1,4 Mds USD). De leur côté, les flux sortants ont crû de +11,2 %, de 356 M USD à 396 M USD, un seuil toutefois très inférieur à la moyenne enregistrée entre 2012 et 2016 (774 M USD par an). En termes de stocks, le stock entrant d'IDE s'est établi à 22,3 Mds USD (contre 15 Mds USD en 2010), le stock sortant atteignant 8,3 Mds USD (contre 2,8 Mds USD en 2010).

**Comparaison des flux et stocks d'IDE entrants des pays du CCG**

(Mds USD)	Oman	Arabie Saoudite	EAU	Qatar	Koweït	Bahreïn
Flux d'IDE entrants	<b>1,9</b>	1,4	10,4	1	0,3	0,5
Stock d'IDE entrants	<b>22,3</b>	232,2	129,9	34,9	15,2	26,6

Source : CNUCED

***Tanfeedh : le 1<sup>er</sup> rapport annuel de l'unité de suivi dresse un bilan contrasté***

L'*Implementation Support and Follow-up Unit* (ISFU), entité indépendante en charge de l'évaluation des résultats du programme national d'accélération de la diversification économique *Tanfeedh*, a publié son 1<sup>er</sup> rapport annuel. Audité par *KPMG*, le rapport dresse un bilan mitigé de la première phase du programme, lancée en septembre 2016. Globalement, très peu d'objectifs ont ainsi été atteints au cours de l'année écoulée. Si certains projets ont plutôt bien progressé, en particulier dans les secteurs manufacturier, touristique et logistique, tel le complexe d'industrie de plastique de *Liwa* ou la ferme laitière pilotée par *Mazoon Dairy*, le rapport relève que la majorité des projets identifiés avance assez lentement (raffinerie de Duqm, front de mer de Matrah, chemin de fer minier - cf. *infra*). Parallèlement, l'*ISFU* note que le marché du travail demeure très peu flexible, pointant en particulier du doigt la lenteur du processus décisionnel et l'impact de la politique d'omanisation, explicitement critiquée pour son caractère peu productif et pénalisant pour le secteur privé, et ce, alors que la suspension de délivrance de visas de janvier dernier sur les 87 postes à qualification moyenne vient d'être renouvelée pour 6 mois. Enfin, les réformes structurelles relatives au climat des affaires, en particulier la loi sur les investissements ou le programme de privatisation de plusieurs entités publiques, restent largement attendues. Le rapport dédié à l'identification des projets prioritaires dans les secteurs de la pêche et des mines devrait être rendu public prochainement.

*En savoir plus* : [http://isfu.gov.om/ISFU\\_Annual\\_Report\\_2017\\_EN.pdf](http://isfu.gov.om/ISFU_Annual_Report_2017_EN.pdf)

**INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES**

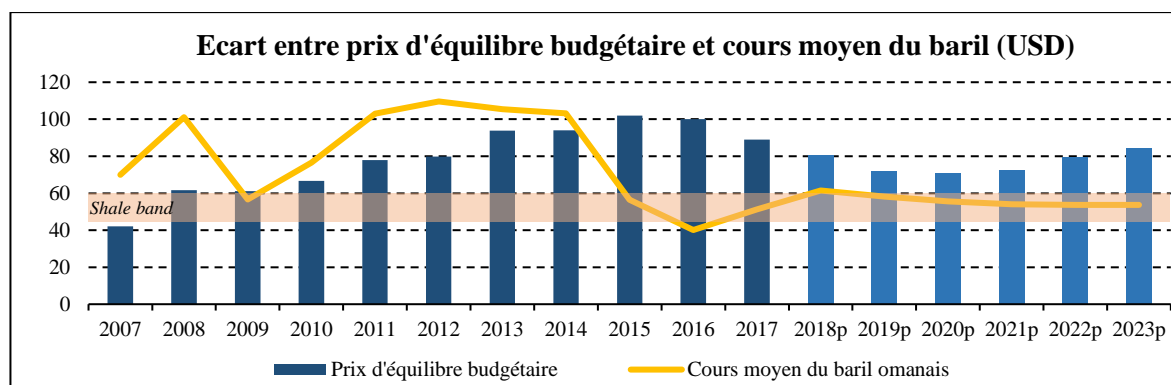
***Fitch maintient la note souveraine du Sultanat à BBB-, de nouveau assortie d'une perspective négative***

L'agence de notation *Fitch* a réaffirmé le 26 juin la note souveraine du Sultanat d'Oman à BBB-, soit toujours un cran au-dessus de la catégorie spéculative. Si *Fitch* s'attend à un regain d'activité cette année (+3,6 % attendu), porté notamment par la production sur une année pleine du champ gazier de *Khazzan*, l'agence s'inquiète de l'absence de cadrage budgétaire soutenable à moyen terme permettant de contenir la

dette publique, attendue à 48 % du PIB en 2019 (contre 5 % en 2014). *Fitch* prévoit en effet une hausse des dépenses budgétaires en 2018 de +7 %, tirées par les subventions (cf *supra*), les paiements d'intérêts de la dette et un surcroît de dépenses en exploration des hydrocarbures ; autant d'éléments qui expliquent le maintien d'une perspective négative assortie à la note souveraine. Dans ce contexte, le déficit public atteindrait -6,3 % du PIB cette année. Pour *Fitch*, la remontée des prix du pétrole apparaît comme un test s'agissant des engagements contractés par les autorités pour poursuivre -ou non- les réformes budgétaires (introduction d'une TVA, maîtrise de la masse salariale publique, poursuite de la baisse des subventions...) en dépit des pressions sociales croissantes. L'agence de notation s'inquiète également de la dégradation rapide de la situation extérieure, le Sultanat étant passant d'une position créditrice nette en 2014 (35 % du PIB) à une dette externe nette évaluée à 38 % du PIB en 2019, alimentée, entre autres, par les entreprises publiques (à hauteur de 21 % du PIB). *Fitch* met ainsi en garde contre la détérioration de cet indicateur, qui pourrait justifier une dégradation de la note souveraine en catégorie spéculative en décembre prochain.

### ***Le prix d'équilibre budgétaire toujours élevé expose les finances publiques omanaises à moyen-terme***

D'après les dernières données du FMI (juin 2018), le prix du baril de pétrole permettant d'équilibrer les finances publiques aurait été ramené de 89 USD (chiffre révisé à la hausse) en 2017 à 80,3 USD en 2018, résultat des efforts de réduction de dépenses (en particulier militaires, en repli de -22,1 %) conjugué à un surcroît de recettes (à commencer par les recettes liées aux hydrocarbures). Sur longue période, le prix d'équilibre budgétaire omanais a cependant plus que doublé, passant de 42,1 USD en 2007 à 89 USD en 2017, reflet de la hausse continue des dépenses publiques, multipliées par 2,1 en 10 ans (de 14,8 Mds USD à 30,4 Mds USD) alors que les recettes non-hydrocarbures n'ont crû que de 3,7 Mds USD à 6,7 Mds USD. Malgré les réformes budgétaires prévues (dont l'introduction d'ici fin 2019 d'une TVA, déjà reportée d'un an), le FMI s'attend à une remontée du prix d'équilibre à 84,1 USD d'ici à 5 ans, due à l'incompressibilité des dépenses courantes (salaires, pensions) et à la croissance rapide des dépenses d'intérêts de la dette. Un tel prix d'équilibre dépasserait encore largement le niveau des prix du pétrole attendus à moyen-terme (cf *supra*), rendant d'autant plus nécessaires l'adoption de mesures fiscales nettement plus ambitieuses que celles aujourd'hui prévues. Dans la région, Oman affiche le 3<sup>ème</sup> prix d'équilibre budgétaire le plus élevé pour 2018 derrière le Bahreïn (113 USD) et l'Arabie Saoudite (87,9 USD). En l'état des prix actuels du *Brent*, seuls les Emirats arabes unis (71,5 USD), le Koweït (48,1 USD) et le Qatar (47,1 USD) parviennent à équilibrer leurs comptes publics. A noter que *Fitch* est moins optimiste quant à la maîtrise budgétaire, estimant le prix d'équilibre d'Oman à 86 USD en 2018 (contre 80,3 USD donc pour le FMI).



Source : FMI

### ***Augmentation des cours du baril de pétrole : jusqu'où ira la hausse ?***

Début mai, le prix du baril de pétrole *Brent* a franchi le seuil des 75 USD avec une pointe à 78 USD mi-mai, un point haut depuis 3 ans. La hausse des prix résulte avant tout de la conjonction de l'accélération de l'activité au plan mondial (+3,8 % en 2017 et +3,9 % prévu pour 2018) et de la réduction de l'offre au titre des quotas OPEP/non OPEP à laquelle se sont ajoutées les interruptions de production au Venezuela et au Nigeria. Pour autant, le rythme d'accroissement du prix du pétrole s'est intensifié dans la période récente, reflet des tensions géopolitiques au Moyen-Orient (frappes sur la Syrie et surtout retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien) couplées à d'importantes positions spéculatives sur le marché à terme qui

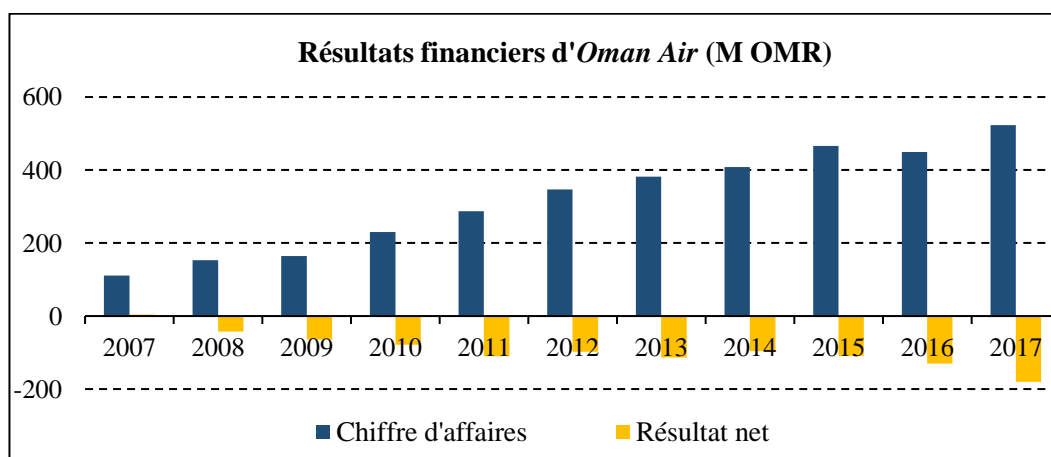
expliqueraient près des trois-quarts de la hausse des prix. La décision prise fin juin par les membres de l'OPEP de rehausser les quotas de production (à hauteur d'un million de barils / jour) devrait s'accompagner d'un ralentissement de la trajectoire haussière des prix, et ce en dépit de la réduction des stocks des pays de l'OCDE. A plus longue échéance, le mouvement haussier reste incertain : la production américaine de pétrole non-conventionnel, actuellement contenue par un déficit en infrastructures, pourrait repartir à la hausse dès 2019, une fois les nouveaux *pipelines* achevés, induisant un éventuel retour des prix vers une « *shale band* » permettant d'équilibrer la production de pétrole de schiste, estimée entre 45 et 60 USD. Sur les 4 premiers mois de 2018, le prix moyen du baril de pétrole omanais s'est élevé à 62,9 USD contre 51,6 USD à la même période en 2017.

### INFORMATIONS SECTORIELLES

#### ***Aérien : en déficit depuis 10 ans, Oman Air vise désormais un retour à la rentabilité d'ici à 2024***

Alors qu'*Oman Air* est en déficit depuis 2008, la holding d'Etat *Oman Aviation Group*, créée début 2018 pour restructurer le secteur aérien civil et contribuer, entre autres, à redresser les comptes de la compagnie, a annoncé un report de l'objectif de retour à la rentabilité à 2024 contre 2018 précédemment. Alors que les aides d'Etat sont suspendues depuis l'an dernier, les pertes nettes d'*Oman Air* se sont à nouveau creusées en 2017 (+38,8 %), atteignant -180,1 OMR (soit 34,4 % du chiffre d'affaires) contre -129,8 OMR en 2016 (soit 28,9 % du chiffre d'affaires). Bien que le chiffre d'affaires ait progressé de +16,4 %, soutenu par la croissance du nombre de passagers de +11 % (8,6 millions), la compagnie a été pénalisée par la baisse du revenu passager par kilomètre (-5 %) dans un contexte concurrentiel régional exacerbé. A la forte hausse des coûts de carburant (+41,3 %) -conséquence de la hausse du prix du pétrole- s'est ajoutée l'augmentation de +8,9 % des dépenses en personnel due à la progression des recrutements de +4,8 % et au système d'accroissement automatique des salaires de +3 % par an, le groupe affichant un taux d'omanisation de 67 %. Les dépenses en personnel comptaient l'an dernier pour 21,5 % des dépenses totales contre 24,3 % s'agissant des dépenses en carburant. Par voie de conséquence, la rentabilité de la compagnie s'est fortement détériorée. Tandis que les pertes cumulées depuis 2008 s'élèvent à 1 Md OMR, le PDG d'*Oman Air*, Abdulaziz Al Raisi, confirmé fin avril dans ses fonctions, a indiqué élaborer une nouvelle stratégie comprenant un plan ambitieux d'ouvertures de lignes (Istanbul, Casablanca, Moscou...) prenant ainsi le contre-pied des décisions passées de fermetures de lignes déficitaires. Contrairement aux trois grandes compagnies du Golfe (*Etihad*, *Emirates*, *Qatar Airways*), qui mettent à profit leur *hubs* nationaux pour acheminer les passagers d'Europe à l'Asie (et subissent l'arrivée des concurrents *low-cost*), *Oman Air* paraît vouloir miser avant tout sur le potentiel du tourisme en Oman, les activités de fret et, à plus long terme, le développement du trafic entre l'Asie et l'Afrique. Une croissance du nombre de passagers de +14 % est attendue pour 2018 et *Oman Air* entend porter sa flotte de 47 à 62 appareils d'ici à 2022.

Rapport 2017 : [https://www.omanair.com/sites/default/files/content/about\\_us/pdf/2017annualreport\\_eng.pdf](https://www.omanair.com/sites/default/files/content/about_us/pdf/2017annualreport_eng.pdf)



Source : Rapports annuels 2007-2017



### **Electricité : le coût du projet d'unification du réseau électrique estimé à 500 M OMR**

*Nama Holding*, l'entité regroupant les entreprises publiques de transmission et de distribution d'électricité, a présenté le mois dernier, aux différentes parties prenantes du projet, l'étude sur l'unification du réseau électrique du Sultanat. Selon les premières estimations, l'unification du *grid* coûterait environ 500 M OMR. Les deux réseaux interconnectés actuels (*Main Interconnected System* et celui du Dhofar) pourraient être reliés d'ici 5 ans via une ligne de 400 kV, qui inclurait aussi Duqm, afin de mieux équilibrer au plan national l'offre et la demande en électricité. L'enjeu est particulièrement significatif dans le cas de Duqm, où la capacité installée prévue par *OPWP* d'ici 2024 (1,5 GW) dépasse très largement les projections de demande (110 MW). *Nama Holding*, dont la privatisation de 5 filiales a été confirmée pour cette année, chercherait à lever 453 M OMR sur le marché international de la dette dans le cadre de son plan d'investissements 2019-21. Le secteur de l'électricité poursuit ainsi sa transformation graduelle, caractérisée par une présence croissante des firmes transnationales dans des projets PPP, l'annonce de la privatisation graduelle d'une partie des actifs publics et la montée en puissance des énergies renouvelables. *OPWP* envisagerait ainsi la construction d'une usine de biomasse d'une capacité de 50 MW à Barka, tandis que *Rural Areas Electricity Company (RAECO)* a initié un appel à intérêt pour le développement de 11 sites photovoltaïques d'une capacité totale de 42 MW. En outre, *OPWP* a envoyé son appel d'offre pour le développement de la centrale solaire d'Ibri (500 MW) aux 12 consortiums pré-qualifiés, qui ont jusqu'au 22 octobre pour y répondre.

### **Ferroviaire : le cadre légal du PPP de l'« Oman Rails Mineral Line » attendu d'ici la fin de l'année**

Dans son rapport annuel 2017, l'ISFU (cf *supra*) a souligné le retard pris par le projet de ligne ferroviaire entre les zones minières du Dhofar (situées à Shuwaimiya, Manji et Thumrait) et la zone économique spéciale de Duqm, celle-ci faisant l'objet d'une initiative à part entière du programme d'accélération de la diversification *Tanfeedh* (volet sectoriel « logistique »). Si le *design*, réalisé par plusieurs cabinets de conseil (*Parsons, Khatib & Alami* et *Italferr*), a été achevé, *Oman Rail*, l'entreprise publique en charge du projet, doit encore définir le cadre légal que prendrait le futur partenariat public privé (PPP). Le projet reste toutefois très incertain et conditionné aux conclusions de l'étude conduite par *Mineral Development Oman (MDO)* et *Public Authority for Mining (PAM)* sur le potentiel minier du Sultanat, qui ne devrait être totalement achevée que d'ici la fin de l'année malgré les nombreux retards déjà enregistrés. Le projet « *Oman Rails Mineral Line* » demeure toutefois présentée comme une priorité pour le Sultanat, à la fois au vu de ses ambitions en matière d'exploitation minière (gypse, calcaire...) et pour la valorisation du port de Duqm pour évacuer les minerais vers la région et le sous-continent indien.

### **Hydrocarbures : vers une cession de 10 % des parts détenues par Oman Oil dans le champ de Khazzan**

L'entité publique *Oman Oil Company* devrait céder 10 % de sa participation de 40 % de sa filiale *OOCEP* dans le champ gazier de Khazzan, opéré par *BP* (60 % des parts). La vente, qui permettrait de lever entre 1,5 Md et 2 Mds USD, pourrait intervenir d'ici la fin de l'année. Plusieurs entreprises régionales mais aussi chinoises, indiennes et japonaises auraient déjà manifesté leur intérêt. *Oman Oil*, qui détient, entre autres, des participations dans des blocs d'exploration-production (E&P) et des usines pétrochimiques, doit parallèlement remettre prochainement au gouvernement un plan de privatisation à 5 ans de plusieurs actifs dans le cadre de l'exécution du programme *Tanfeedh*. L'objectif d'*Oman Oil* consiste à réinvestir le montant de la cession pour poursuivre les objectifs assignés, notamment en matière d'*In Country Value*.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** Service Economique de Mascate

**Rédigé par :** Louis Mangenot, Marine Audras, Sacha Forey et Gilles Bordes

**Revu par :** Gilles Bordes  
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>